

FILMS ÉROTIQUES À LA TÉLÉ PAYANTE

Les évêques partent en guerre

OTTAWA — A peine sortis de la controverse créée par leur prise de position vis à vis la politique économique du gouvernement, les évêques catholiques du Canada s'appêtent à lancer une nouvelle offensive, cette fois contre le projet de la compagnie Premier Choix de présenter des films érotiques aux abonnés de la télévision payante.

Le co-président de la commission des communications sociales de la Conférence des évêques du Canada, Mgr Robert Lebel, de Valleyfield, est entré hier en communication avec ses collègues de la commission dans le but de préparer l'initiative de l'épiscopat canadien sur le sujet.

GILBERT LAVOIE

de notre bureau d'Ottawa

Entre temps, Mgr Lebel a déjà lancé sa campagne personnelle contre les intentions de Premier Choix. « Les femmes de Valleyfield ont l'intention d'organiser une manifestation dans notre région, et je leur ai offert d'aller piqueter avec elles » a-t-il déclaré à LA PRESSE. Il a ajouté que « c'est au nom du respect des droits humains et non pour faire des anciens sermons sur la moralité » qu'il entend prendre position publiquement sur le sujet.

Mgr Lebel a expliqué que ce n'est pas à la politique de « montrer des fesses » de Playboy qu'il s'en prend, mais plutôt à la philosophie qui se cache derrière cette pratique. « Cette pratique fait de l'érotisme et de la sexualité un



Mgr Robert Lebel

Photoméque LA PRESSE

lieu d'exploitation. Cela finit par changer les mentalités et à nous faire verser dans l'insignifiance. J'espère que les femmes vont continuer à crier contre cela » a-t-il déclaré.

L'évêque de Valleyfield a fait

remarquer également qu'il existe une relation directe entre ce genre de spectacle et la violence sexuelle. « C'est toujours la femme qui paie, en bout de ligne ».

A la Conférence des évêques à

Ottawa, on n'était pas en mesure de préciser hier quelle forme pourrait prendre une intervention de l'épiscopat sur cette question, si intervention il y a. Cependant, le président de la conférence, Mgr Henri Legaré a révélé que

l'exécutif de l'organisme se réunirait à Ottawa la semaine prochaine, et discuterait fort probablement de ce sujet à cette occasion. Un autre membre de l'exécutif, Mgr Jean-Guy Hamelin, de Rouyn-Noranda, s'est montré lui aussi choqué des intentions de Premier Choix, et déclaré que le gouvernement doit prendre ses responsabilités. « Je pense que les femmes touchent du doigt un problème très important. On a beau dire que la population veut de ces spectacles, cela n'est pas prouvé. Si on laisse entrer n'importe quoi pour avoir plus de téléspectateurs, on se trompe ». Selon lui, ce genre d'émission de télévision sera tout simplement « débilite ».

Plusieurs des évêques rejoints hier n'ont pas caché leur scepticisme devant la position officielle du ministre des Communications, M. Francis Fox, dans ce débat. Pour Mgr Lebel, le ministre savait ce qui s'en venait. « Mais maintenant, en homme politique, il se montre indigné ».

L'évêque de Hull, Mgr Adolphe Proulx, se demande pour sa part si M. Fox a vraiment cru que Premier Choix n'offrirait pas ce genre de spectacle. « Était-il naïf à ce point là? » a-t-il demandé. Mgr Proulx a ajouté que si les législateurs n'ont pas su prévoir cela, c'est qu'ils « fonctionnent au ralenti ».

Selon lui, le genre de liberté que défendent les partisans des films érotiques à la télévision payante nous mènera à l'esclavage.



Photoméque LA PRESSE

Jean-François Bertrand

Québec ne s'en mêlera pas



Photothèque LA PRESSE

Jean-François Bertrand

Québec ne s'en mêlera pas

■ QUÉBEC — Tant que les programmeurs de la télévision payante n'enfreindront pas les dispositions du code criminel et tant qu'ils réussiront à obtenir des visas du Bureau de surveillance du cinéma pour leurs films érotiques ou de « pornographie douce », le gouvernement du Québec se fera un devoir de ne pas se mêler de ce qui se passe dans les maisons privées des citoyens du Québec.

Les citoyens sont aussi libres d'acheter un abonnement à une série de films érotiques qu'ils le sont de se procurer des magazines pornos vendus à peu près n'importe où chez nous, raisonne-t-on à Québec.

pour